

Déclaration lors du GT « Andjaro » par **FO** et la FSU.

Monsieur le DASEN,

Depuis le 19 janvier, un mouvement social de très grande ampleur s'est construit et ne faiblit pas. Dans l'unité la plus totale, l'intersyndicale se mobilise contre la réforme des retraites: report de l'âge légal à 64 ans, allongement de la durée de cotisation et suppression des régimes spéciaux. Le gouvernement s'est obstiné et est passé en force en utilisant le 47-1, le 44-2 et le 49-3; et le président a, quant à lui, promulgué la loi dans la nuit suivant l'avis rendu par le conseil constitutionnel.

Après un premier mai qui a fortement mobilisé au niveau national comme local, le gouvernement, continue d'imposer sa volonté sans tenir compte des réalités du terrain.

Aujourd'hui, nous dénonçons les choix opérés par le ministère et les provocations de ce gouvernement à l'égard des personnels de l'éducation:

- il est illusoire de penser qu'une application pourrait pallier la carence d'enseignants et de personnels administratifs. L'urgence n'est pas dans le sous-traitement à une start-up, entreprise privée, du personnel remplaçant mais l'abondement de moyens accordés au service public d'éducation qui permettrait d'augmenter le nombre de titulaires remplaçants.

- l'argent public versé au privé pour une application est contraire à l'idée même du Service Public, qui devrait se donner les moyens et la capacité de développer une gestion ou une application en interne.

- la transmission de données personnelles des agents et agentes de la fonction publique à une entreprise privée est inacceptable.

- les liens et contacts avec les collègues dans les services administratifs doivent subsister et permettre une gestion fine et personnalisée du remplacement dans le département.

Pour ces raisons, nous vous demandons de renoncer à l'utilisation de cette application.

Pour le **Snudi-FO** et le FSU-SNUipp, l'urgence est de recruter immédiatement et massivement des personnels statutaires remplaçants. Les besoins sont criants. La réponse du ministère doit être à la hauteur des besoins.

L'argent public pour le service public.